

Baisse du pétrole, des taux et de l'euro : une triple aubaine pour l'économie européenne



Dans l'œil des marchés : Jean-Jacques Netter, vice-président de l'Institut des Libertés, dresse, chaque mardi, un panorama de ce qu'écrivent les analystes financiers et politiques les plus en vue.

Avec Jean-Jacques Netter

Le pétrole autour de 50\$, c'est probablement la nouvelle norme, car c'est autour de ce prix que Xi Ping, le président de la Chine, a garanti ses approvisionnements auprès de Vladimir Poutine, président de la Russie, au moment où il avait un genou à terre. Pour le moment, tout le monde et pas simplement les Etats-Unis, profite de l'énergie bon marché, ce qui fait disparaître l'argument principal pour surpondérer le marché américain. Même le Prince Al Waleed patron de Kingdom Holding Company, souvent présenté comme le Warren Buffett saoudien, pense que l'on ne reverra jamais le pétrole à 100\$ le baril. La prévision du cours du pétrole demande beaucoup d'humilité. Il n'y a pas si longtemps Goldman Sachs nous expliquait qu'il était impossible d'éviter rapidement un cours du baril à 200\$!

Rien ne permet cependant de penser que 50\$ sera durablement le nouveau point d'équilibre. Les prix du pétrole devaient rester élevés dans la durée, du fait de l'instabilité géopolitique au Moyen Orient et de la demande insatiable des pays émergents.

Après une chute de plus de 40% en moins de six mois, la baisse du pétrole, si elle perdure, correspond toutefois à une fantastique baisse d'impôts de l'ordre de 2% du PNB mondial. C'est dans un premier temps un coup de pouce considérable pour la demande des pays consommateurs.

Les taux d'intérêts sont au plus bas. Plus de 50% de la capitalisation obligataire mondiale offre maintenant des rendements inférieurs à 1%. Il est clair que toute remontée des rémunérations passera d'abord par des pertes en capital substantielles. Partout ou presque, le rendement du dividende des actions surpasse nettement celui des emprunts d'Etat locaux, ce qui justifie une préférence pour les actions, dès lors que l'on attend un tant soit peu de croissance des profits, donc des prochains dividendes. Cela donne envie au plan géographique de privilégier les zones où la politique monétaire restera exceptionnellement accommodante (Japon et zone euro).

L'euro est au plus bas depuis neuf ans, en dessous de 1,20\$. La hausse du dollar redonne de la compétitivité aux entreprises européennes qui en ont bien besoin. Combinée avec les deux autres jokers, c'est un gage d'amélioration des marges et d'accélération des profits.

Tout n'est pas gagné pour autant. Les gauches radicales inquiètent Bruxelles. Elles sont en mesure de séduire des électeurs épuisés par l'austérité. Syriza en Grèce et Podemos en Espagne pourraient se retrouver au pouvoir en 2015. La crise a bien mis en lumière les failles institutionnelles de la zone euro. La Grèce va être au centre des turbulences des marchés. Alexis Tsipras, le leader de la gauche radicale, réclame un effacement de la dette grecque. Cela coûterait 47,8Md€ à la France. Le FMI a suspendu son aide, mais Angela Merkel la chancelière allemande a déclaré publiquement qu'elle souhaitait que la Grèce reste dans la zone euro.

Le déterminant principal de l'évolution des marchés qui a été le coût du travail au début des années 2000, puis le coût de l'énergie va changer. Le prochain critère pourrait être le coût de chaque gouvernement, son efficacité et sa capacité à entreprendre des réformes.

Tout le monde a les yeux rivés sur la BCE

L'euro en dessous de 1,20\$ est le cours d'il y a neuf ans. Cela ne résoudra pas tous les problèmes des mauvais élèves européens. Cela fera gagner des parts de marché aux grandes sociétés exportatrices. Toutefois, quelles que soient les décisions de la BCE, cela permettra de gagner du temps mais certainement pas de faire repartir significativement la croissance en Europe, si les gouvernements et en particulier la France ne commencent pas à réaliser de vraies réformes.

L'espace européen reste miné par des failles en 3D : dette, déflation et divisions. Heureusement, pensent les marchés, il y a un quatrième D, c'est Mario Draghi. Ce qui n'est absolument pas dans les marchés, c'est que le président de la BCE pourrait faire un excellent nouveau président de la République en Italie !

Les résultats des sociétés devront être scrutés de près, avec la configuration actuelle (pétrole, euro, taux tous orientés à la baisse). Il y aura deux mondes bien différents. Le "secteur libre" qui enregistrera une progression de ses résultats. Ce ne sera vraisemblablement pas le cas pour le "secteur administré".

La France à la merci des prêteurs du monde entier

En France, l'économie reste paralysée. L'investissement des entreprises stagne et la dette s'envole toujours. On en est à 2032 Md€, ce qui signifie que la France est entre les mains des porteurs d'obligations d'Etat françaises. Le solde du commerce extérieur hors énergie et matériel militaire sera négatif d'environ 16Md€ en 2014. Il n'y a toujours pas d'amélioration du chômage en vue en 2015. Les effectifs des foyers bénéficiaires du RSA (2,4M) continuent d'augmenter. Après avoir lancé le compte pénibilité qui déstabilise de nombreuses PME, une commission de simplification vient d'être mise en place. On croit rêver !

Le volontarisme économique affiché du président de la République est toujours le paravent de l'impuissance. Les recettes de l'impôt sur le revenu ont progressé en France de 35% en quatre ans. Il a été créé plus de 50 taxes en six ans. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de relever encore les impôts et les taxes ainsi que les tarifs publics. Quand on augmente de façon significative les impôts sans diminuer du tout les dépenses publiques, tout en tapant sur les entrepreneurs et les entreprises, on perd une place au classement des économies mondiales en passant de la cinquième à la sixième place.

Il faut craindre que la bureaucratie française n'en profite une fois de plus pour ne rien faire au nom du grand principe corrézien : "Il n'y a pas de problème qu'une absence de solution ne finisse pas résoudre".

En attendant, les effets du CICE et du Pacte de Responsabilité qui permettront aux entreprises de récupérer au mieux qu'une partie seulement des prélèvements qu'elles ont subies. Quand à la "Loi Macron", ce ne pourra être qu'un jeu à somme nulle.

Aux Etats-Unis, l'activité pourrait surprendre à la hausse

Aux Etats-Unis, les derniers chiffres de l'emploi, les effets négatifs de la baisse du pétrole sur les producteurs de gaz et de pétrole sont contrebalancés par les effets positifs sur l'économie. La plupart des entreprises US profitent de la baisse du pétrole. La taille des encours des banques américaines sur le secteur n'est pas de nature à déstabiliser les banques. D'ailleurs le cours des banques n'a pas souffert pendant la baisse du pétrole. L'activité aux Etats-Unis pourrait surprendre à la hausse, grâce au consommateur dopé par le pétrole pas cher, par la baisse du chômage et la hausse des salaires, ainsi que par l'effet richesse.

L'économie de la sécurité va connaître une forte croissance

Après la tragédie de la semaine dernière, on a pu constater que, l'islam était devenu le sujet d'inquiétude numéro un des français, au même niveau que la crise économique et le chômage. Ce constat n'a pas été fait par un membre de l'élite politique française, mais par Boualem Sansal le courageux écrivain algérien. Dans son dernier livre, "Gouverner au nom d'Allah. Islamisation et soif de pouvoir dans le monde arabe", il s'interroge sur la montée irrésistible de l'islamisme. Il montre très bien que les dignitaires du FLN et du gouvernement algérien verraient très bien la scène d'une délégation de ministres et de parlementaires français débarquant à Alger en sabots et chemises de nuit, enchaînés l'un à l'autre par les pieds et allant, sous les huées de la foule, au palais du Raïs lui remettre la déclaration annuelle de repentance de la France. Ce représentant de l'Islam qualifié de "modéré" est bien évidemment très peu invité sur les plateaux de télévision qui ont une grande pratique des "Fatwa médiatiques"...

Le marché français de la sécurité se décompose par activité de la façon suivante, selon l'Atlas de la sécurité 2012 : sécurité intérieure de l'Etat (21,9Md€) ; gardiennage (3,3Md€) ; sécurité incendie (3Md€) ; équipements de protection individuels (2,8Md€) ; contrôle d'accès électroniques (2,2Md€), sécurité des réseaux informatiques et télécoms (1,3Md€), équipements blindés coffres (1,3Md€), alarmes (1,1Md€), vidéosurveillance (1,1Md€), sécurité aéroportuaire (0,5Md€).

Parmi les sociétés cotées exposées à ces secteurs, on peut retenir :

Pour l'équipement des forces de police, **Taser** (Etats Unis), qui vient de remporter des contrats à Los Angeles et à Londres pour les équiper en petites pouvant être fixées sur des lunettes, un casque ou un tee shirt.

Pour la sécurité des biens, on trouve :

En Suède, **Assa Abloy** qui est le numéro un mondial de la serrurerie et du blindage des portes. La société réalise 30% de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis. Le titre a déjà progressé de 26% depuis douze mois ; **Securitas** a une gamme de produits et de services plus larges qui va jusqu'à la sécurité des aéroports ;E

En Grande Bretagne, **G4S** qui a de nombreux contrats avec les gouvernements des sociétés notamment touristiques, financières et de distribution.

Aux Etats-Unis, chez **Stanley Black & Decker**. La sécurité représente 30% du chiffre d'affaire. **Honeywell** développe également de nombreux dispositifs pour sécuriser les habitations privées et les entreprises.

Au Japon, **Secom** qui fabrique et vend des systèmes de surveillance des habitations. **Sogho Security** propose des systèmes de garde sur site ainsi que le transport de fonds.

En Suisse, **Kaba** est spécialisé dans les systèmes d'accès sécurisés aux locaux.

Pour la sécurité dans les aéroports, les leaders se trouvent aux Etats-Unis avec **OSI Systems** (Rapiscan Systems TSA machines utilisant une faible dose de rayons X), **L-3 Communications** (technologie très sophistiquée).